

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2008)

Heft: 1788

Artikel: OMC : c'est l'échec, tout va bien! : Les paradoxes d'une négociation qui devra nécessairement reprendre, et leur effet pour la Suisse

Autor: Tille, Albert

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012537>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

OMC: c'est l'échec, tout va bien!

Les paradoxes d'une négociation qui devra nécessairement reprendre, et leur effet pour la Suisse

Albert Tille (3 août 2008)

Les agriculteurs, les tiers-mondistes et autres altermondialistes auraient gagné. Le nouvel échec des négociations commerciales internationales de Genève serait une chance historique, un coup d'arrêt à la mondialisation. L'OMC, et ses froids technocrates à la solde des multinationales, devraient enfin passer la main pour laisser s'exprimer l'intérêt des peuples de la planète.

Oublions la caricature. La réalité est tout autre. L'échec, peut-être provisoire, du cycle de Doha provient, pour une large part, de la crainte des citoyens électeurs américains, indiens, japonais ou français. Les ministres présents à Genève étaient, pour la plupart, désignés ou élus démocratiquement. Un organisme plus légitime que l'OMC pour régler les échanges économiques de la planète reste à découvrir.

Ecartons aussi l'idée que l'échec de Doha est un progrès.

La mondialisation de l'économie se poursuivra avec une prime pour les nations économiquement fortes. Les producteurs de coton des pays subsahariens continueront d'être ruinés par le coton américain subventionné. Les agricultures vivrières des pays pauvres resteront menacées par les surplus bradés des grands pays agricoles. Avec la bénédiction de l'Union européenne, les bananes d'Amérique du sud souffriront toujours de la préférence déloyale des anciennes colonies françaises. La Chine et l'Inde poursuivront la conquête de nos marchés industriels tout en protégeant le leur par des droits de douane prohibitifs.

L'échec de Doha n'est cependant pas une catastrophe. L'OMC n'est pas morte et les négociations devraient reprendre tôt ou tard après quelques échéances électorales paralysantes. Une meilleure prise en compte de l'intérêt des pays pauvres pourrait modifier la donne et conduire, enfin, au

succès.

La Suisse supportera sans difficulté l'échec de Doha. Son industrie et ses services auraient profité d'un accord mais peuvent se satisfaire du statu quo. Nos agriculteurs jubilent. Ils ne pouvaient s'opposer à un accord. La Suisse n'avait pas les moyens de vivre en marge de l'OMC. Le danger maintenant provisoirement écarté, les paysans peuvent désormais focaliser leur opposition sur l'accord de libre-échange avec l'Union européenne avec de bonnes chances de le bloquer. Mais attention, danger! Ce répit pourrait être de courte durée. Lorsqu'un accord international sera conclu, il imposera fatalement de lourdes concessions à notre agriculture. Elle souffrira alors du double handicap d'être privée de protection mais sans libre accès au marché européen. On ne peut imaginer un plus mauvais scénario.

Révocation des conseillers fédéraux: une idée tout sauf neuve

Mauvaise solution à un faux problème, la proposition de Christian Levrat accentuerait une personnalisation caricaturale du pouvoir

Jean-Daniel Delley (5 août 2008)

Prendre appui sur un événement politique récent et profiter d'une actualité estivale ralentie: le coup médiatique de Christian Levrat, président du

parti socialiste suisse, est bien ficelé. Mais l'emballage ne suffit pas à convaincre de la qualité de la proposition.

Faut-il donner au parlement le droit de destituer un conseiller fédéral coupable de manquements graves aux devoirs de sa fonction? Même